



00000023

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°...../MONO/MPT/CIPM/2026 DU ...07...JUIL...2026
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES EN VUE DE
L'ACTUALISATION DE L'ETUDE DE FAISABILITE POUR LA MISE EN PLACE
D'UNE PLATEFORME NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA
CYBERCRIMINALITE EN VUE DE L'INTEGRATION DE LA PLATEFORME
NUMERIQUE DE SIGNALEMENT DES CONTENUS ILLICITES EN LIGNE. !

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Postes et Télécommunications lance un Appel d'Offres National Ouvert pour le recrutement d'un Cabinet ou Bureau d'Etudes en vue de l'actualisation de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'une plateforme nationale de lutte contre la cybercriminalité en vue de l'intégration de la plateforme numérique de signalement des contenus illicites en ligne.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'offres s'effectueront en phase et porteront sur les activités suivantes:

Activité 1: Collecte des données et d'analyse des informations

- Recensement des instruments juridiques et analyser des mécanismes de leurs mises en œuvre
- Consultations et entretiens avec les parties prenantes

Activité 2: Benchmark et d'analyse comparative internationale

- Identification des expériences internationales pertinentes
- Analyse des bonnes pratiques et enseignements tirés

Activité 3: Fourniture des éléments de conception de la plateforme

A partir des études issues de la collecte des données et du benchmark, le prestataire devra :

- Présenter une architecture technique de fonctionnement de la plateforme, cette architecture devra être fiable, sécurisée et évolutive garantissant la confidentialité des signalements, la protection des données personnelles et la traçabilité des traitements aux systèmes SAROS, SAGRIT et SEREFAL;
- Présenter une architecture logicielle des plateformes SAROS, SAGRIT et SEREFAL ;
- Présenter les possibilités d'interconnexion et d'échange de données entre les futures plateformes numériques et les systèmes d'information des institutions partenaires (forces de sécurité, autorités judiciaires, régulateurs, plateformes numériques, opérateurs de télécommunications, etc.), afin de faciliter la transmission, le traitement et le suivi des signalements ;
- identifier et présenter les fonctionnalités nécessaires permettant le signalement, la gestion, le traitement et le suivi des contenus illicites par les citoyens, les autorités compétentes et les partenaires concernés ;

- identifier et présenter les fonctionnalités nécessaires aux plateformes SAGRIT et SI KIFAL;
- Définir les procédures de réception, de qualification, de transmission et de traitement des signalements entre les différentes institutions compétentes ;
- proposer des options de d'hébergement des plateformes et organisera enfin un atelier de validation de l'étude.
- Identifier les ressources humaines, techniques, organisationnelles et financières nécessaires pour le développement, l'exploitation et la maintenance des plateformes ;
- Définir un dispositif de gouvernance et de coordination permettant une coordination efficace entre les institutions impliquées dans la lutte contre les contenus illicites en ligne ;
- Proposer un plan de formation des acteurs et de sensibilisation du public;
- Proposer une stratégie de sensibilisation et de communication visant à informer les citoyens sur l'existence de la plateforme, les encourager à signaler les contenus illicites et promouvoir un usage responsable d'Internet.

Activité 4: Estimation des coûts de développement de la plateforme

Dans cette étape de l'étude, le prestataire devra faire une analyse afin de proposer une estimation des coûts de la deuxième phase du projet relative au développement et au déploiement des plateformes.

Il devra élaborer les éléments de maturité de la deuxième phase du projet relative au développement et au déploiement de la solution à savoir :

- ✓ les termes de référence (TDR) assorti d'une feuille de route de développement de la plateforme;
- ✓ la note conceptuelle relative à cette phase.

Activité 5: Restitution et validation de l'étude

Pour susciter l'adhésion des parties prenantes, le cabinet organisera un atelier de restitution destiné à présenter les principaux résultats de l'étude et les recommandations formulées. Cet atelier permettra aux parties prenantes d'échanger sur les conclusions de l'étude et de formuler d'éventuelles observations ou propositions d'amélioration.

À la suite de cet atelier, le cabinet intégrera les observations recueillies afin de finaliser les documents produits dans le cadre de l'étude. Le rapport final consolidé sera transmis à l'autorité contractante pour validation et constituera la base de référence pour la mise en place de la plateforme numérique de signalement des contenus illicites en ligne.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux cabinets dotés d'une compétence avérée et une expérience pertinente dans les domaines des TIC, de la sécurité des réseaux et des systèmes d'information et de la conception et le développement d'applications et des logiciels.

4. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le CAS-FSE, de l'exercice 2026, à la ligne N° 60 C1 451 5 32000005 0160 521114 « Frais de recherche et de développement scientifique et technologique ».

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation est de quatre-vingt-quinze millions (95.000.000) FCFA, TTC.

6. Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution des prestations prévu par le Maître d'Ouvrage est de trois (03) mois.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne exclusivement.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés Publics (porte 162, téléphone 222.23.36.41) dès publication du présent avis. La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée en ligne sur le site www.armp.cm ou la plateforme COLLEPS disponible aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, sis au 1^{er} étage de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère des Postes et Télécommunications (porte 162, Tél. 222.23.36.41), dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent mille francs (100.000) FCFA, payable au Trésor Public. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur le site www.armp.cm et sur la plateforme COLLEPS disponible aux adresses sus indiquées.

10. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié d'un montant d'un million neuf cent mille (1.900.000) FCFA, valable pendant trente (30) jours au-delà de la durée de validité des offres, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC.

Les originaux de la caution de soumission et du récépissé de consignation délivré par la CDEC, devront être insérés dans la copie de sauvegarde.

11. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLLEPS. Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le ... **07. AOÛT 2026** à 14 heures précises, heure locale, à l'adresse www.marchespublics.cm. Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier et une copie de l'offre avec la mention claire et lisible « *Offre témoin* », enregistrées sur clés USB ou CD/DVD et sous plis scellés seront déposées au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction des Affaires Générales (Service des marchés publics 1^{er} étage, porte 162), avec la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°/AONO/MPT/CIPM/2026 DU

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES EN VUE DE
L'ACTUALISATION DE L'ETUDE POUR LA MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME
NATIONALE DE SIGNALEMENT DES CONTENUS ILLICITES POUR LA
PROTECTION DES ENFANTS EN LIGNE.

« *À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement* ».

Les documents constituant l'Offre seront répartis en trois volumes :

- Volume 1 contenant les pièces administratives ;
- Volume 2 contenant l'Offre Technique ;

- Volume 3 contenant l'Offre Financière

Les différentes pièces de chaque Offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

NB : Les modalités pour soumissionner en ligne, assorties des étapes y relatives sont jointes en annexe.

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conformément aux prescriptions du présent Avis et Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment pour défaut de caution de soumission conforme.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux (02) temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera dans un premier temps et aura lieu le 07.04.2026 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINPOSTEL dans la salle de réunions de la Commission, sise au 3^{ème} étage de l'immeuble siège de la CAMPOST (porte 308). L'ouverture des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note minimale requise se fera dans un second temps.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

14. Principaux critères d'évaluation

14.1. Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative, 48 h après l'ouverture des plis ;
- Absence de la caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Absence de l'attestation de capacité financière ;
- Document falsifié ou fausse déclaration ;
- Offre technique comportant le montant de la proposition financière ;
- Offre financière incomplète (absence d'un des tableaux types de la proposition financière) ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière.
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- Absence de l'offre financière témoin ;
- Non-respect du profil du Chef de mission à savoir :

Diplôme : Ingénieur, Bac+5 ou Master en informatique ou télécommunications ,

Nombre d'années d'expérience : Quinze (15) ans d'expérience professionnelle dans le domaine des TIC, Télécommunications, gouvernance numérique, cybersécurité et informatique, dont cinq (05) ans dans la conduite de projets liés aux TIC ou aux systèmes d'information ou à la transformation numérique.

Nombre de projets conduits : Au moins deux (02) missions similaires, en qualité de Chef de mission ou expert principal, portant sur des projets de domaine des systèmes d'information, de conception des systèmes d'information de développement de plateformes au cours des cinq (05) dernières années.

Certifications : Etre titulaire de la certification Project Management Professional (PMP) et d'au moins l'une des certifications suivantes : CISSP ou CISM ; Cisco Certified Internetwork Expert Security, Cisco.

- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales
- CCAP et TDR paraphés sur chaque pages et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé » ;
- Note technique inférieure à 75/100 points.

14.2. Critères essentiels

- Référence / Expérience du soumissionnaire dans les réalisations similaires.....25 points ;
- Qualifications et compétences du personnel clé pour la mission..... 50 points ;
- Méthodologie, compréhension de la mission et plan de travail20 points ;
- Moyens techniques, matériels et logistiques du travail..... 5 points ;

15. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection du mieux disant, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 120 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

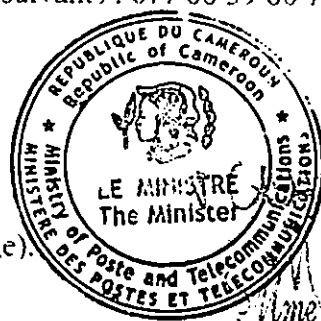
17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Sécurité des Réseaux et des Systèmes d'Information, bâtiment annexe, Porte 108. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

NB : Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 677 08 39 60 725 / 696 03 53 85.-

Ampliations:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des marchés Publics (pour archivage).



Mme Libère Li Likeng
Ministère des Postes et Télécommunications



000 000 23 OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERS
/AONO /MPT/CIPM/2026 OF 07 JUL 2026 FOR THE
RECRUITMENT OF A FIRM OR CONSULTING FIRM TO CARRY OUT A
STUDY FOR THE ESTABLISHMENT OF A NATIONAL PLATFORM FOR
REPORTING ILLEGAL CONTENT FOR THE PROTECTION OF CHILDREN
ONLINE.

1. Purpose

The Minister of Posts and Telecommunications hereby launches an Open National Call for Tenders for the recruitment of a firm or consulting firm to carry out a study on the establishment of the national platform for reporting illegal content for the protection of children online.

2. Description of services

The services covered by this Call for Tenders will be carried out in phases and will cover the following activities:

Activity 1: Data collection and information analysis (Survey of legal instruments and analysis of their implementation mechanisms; Consultations and interviews with stakeholders)

Activity 2: Benchmarking of best practices (Identification of relevant international experiences and analysis of best practices and lessons learnt)

Activity 3: Provision of the platform's design elements

Based on the studies resulting from the data collection and benchmarking, the service provider must:

- propose a technical architecture for the platform's operation: this architecture must be reliable, secure and scalable, ensuring the confidentiality of reports, the protection of personal data and the traceability of processing operations;
- propose a software architecture for the platform incorporating the functionalities derived from the requirements set out in Activity 1;
- present the necessary functionalities enabling the reporting, management, processing and monitoring of illegal content by citizens, the competent authorities and the relevant partners;
- propose options for interconnection and data exchange between the future national platform and the information systems of partner institutions (law enforcement agencies, judicial authorities, regulators, digital platforms, telecommunications operators, etc.), in order to facilitate the transmission, processing and follow-up of reports;
- define procedures for the receipt, classification, transmission and processing of reports between the various competent institutions;
- propose options for hosting the platform;
- identify the human, technical, organisational and financial resources required for the development, operation and maintenance of the platform;

- establish a governance framework to ensure effective coordination between the institutions involved in combating illegal online content;
- propose an awareness-raising and communication strategy aimed at informing the public about the platform's existence, encouraging them to report illegal content, and promoting responsible use of the internet;
- propose a strategy to ensure the platform's long-term sustainability.

Activity 4: Estimation of the platform's development costs

The service provider must carry out an analysis to provide a cost estimate for setting up the platform. They must draw up the maturity elements relating to the development and deployment of the solution, namely:

- ✓ The ToR accompanied by a platform development roadmap;
- ✓ the concept note relating to the implementation of this platform.

3. Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open to firms with proven expertise and relevant experience in the fields of ICT, network and information systems security, and the design and development of applications and software.

4. Financing

The services under this invitation to tender will be financed by Electronic Security Special Earmarked Account for the 2026 financial year, under the budget head No. 60 C1 451 5 32000005 0160 521114 "Scientific and technological research and development costs".

5. Estimated cost

The estimated cost of the service is ninety-five million (95,000,000) FCFA tax inclusive.

6. Delivery period

The maximum time limit for the performance of services provided by the Contracting Authority shall be (03) three months.

7. Submission method

The submission method chosen for this consultation is exclusively online.

8. Consultation of Tender documents

Tender documents may be consulted during working hours at the Department of General Affairs (contracts service, 1st floor of the Ministry of Posts and Telecommunications Room 162 Tel. 242 23 36 41), upon the publication of this announcement. The electronic version of the Tender Documents can be consulted online at www.arnp.cm or on the COLEPS platform available at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> as soon as this notice is published.

9. Acquisition of tender file

The complete set of bidding documents may be obtained at the Department of General affairs, Contracts service, located at 1st floor of Ministry of Posts and Telecommunications building, (Room 162, Tel. 242.23.36.41) upon the publication of this tender against the payment of a non-refundable sum of FCFA one hundred thousand (100,000) francs into the public treasury. It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by downloading it free of charge on the www.arnp.cm web site and from the COLEPS platform available at the above addresses.

10. Temporary Security

Each tenderer must attach to his administrative documents a bid bond stamped at the current rate or a bank cheque or certified cheque for the amount of one million nine hundred thousand

Technical documents will first be done and will take place on at 3 pm

13. Opening of bids

appropriate bid bond.

Any tender not complying with the tender file shall be rejected, especially in the absence of an invitation to tenders.

prior to the original submission date of the bids or be produced after the signature date of this the provisions of the Special Tender Regulation. They must not be more than (3) months old originals or true copies certified by an issuing or administrative authority, in accordance with To avoid the rejection of bids, the administrative documents must imperatively be submitted in

12. Acceptability of bids

in the appendix.

NB : The terms and conditions for submitting online, along side the relevant steps, are included

- JPEG for images.
- PDF format for text documents:
- The following formats are accepted:
- 5 MB for the Financial Offer,
- 15 MB for the Technical Offer,
- 5 MB for the Administrative Offer,

offer are as follows:

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderers and separated by identically coloured dividers.

The various documents in each Tender will be numbered in the order of the Tender Documents

- Volume 3 containing the Financial Offer,
- Volume 2 containing the Technical Offer,
- Volume 1 containing the administrative documents;

The documents making up the Tender will be divided into three volumes:

"To be opened only during the bid-opening session"

ILLEGAL CONTENT FOR THE PROTECTION OF CHILDREN ONLINE.
FOR THE ESTABLISHMENT OF A NATIONAL PLATFORM FOR REPORTING
RECRUITMENT OF A FIRM OR CONSULTING FIRM TO CARRY OUT A STUDY
No...../AONO /MPT/CIPM/2026 OFFOR THE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERS

162), with the following label:

Telecommunications, Department of General Affairs (Public Contracts Service, 1st floor, room
USB keys or CD/DVD and in a sealed envelope, shall be deposited at the Ministry of Posts and
the said file and a copy of the tender, clearly and legibly labelled "*Sample tender*", recorded on
prompt local time on www.marshespublhes.com Within the same time limit, a backup copy of
French or English, must be submitted online by no later than on **27.09.2026** at 2 p.m.
The tender must be submitted by the tenderer on the COI.EPS platform. Each tender, written in
Each tender file must be written in French or English.

11. Submission of bids

to the backup copy.

The originals of the tender bond and the receipt of deposit issued by the CDDC must be attached

by the deposit receipt issued by the CDDC.

by the Internal Tender Boards of VINACOB in the meeting room at the CAMPOST headquarters building, 3rd floor, (room 308). The opening of the financial documents of bidders who have obtained the minimum required score will be done next.

Only the bidders can attend the public bidding ceremony or be represented by one person of their choice duly authorised and even in the case of a joint venture.

14. Main assessment criteria

14.1. Eliminary criteria

- Absence or non-compliance of one administrative document, 48 hours after the bids opening;
- Absence of the bid bond stamped at the current rate or bank cheque or certified cheque accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC when the bids were opened;
- Absence of proof of financial capacity;
- Forged document or false declaration;
- Technical bids including the amount of the financial proposal;
- Incomplete financial bid (absence of one of the tables of the financial proposal);
- Lack of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of declaration on honour that contracts have not been abandoned in the last three years;
- Absence of the sample financial offer;
- Non-compliance with the profile of the Head of Mission, i.e:
 - . Diploma : Engineer, GCE A/L +5 years university studies or Master's degree in computer science or telecommunications
 - . Number of years of experience: Fifteen (15) years of professional experience in the fields of ICT, telecommunications, digital governance, cybersecurity and IT, including five (5) years leading projects related to ICT, information systems or digital transformation.
 - . Number of projects carried out: At least two (02) similar missions, as Mission Head or lead expert, relating to projects in the field of information systems, information systems design or platform development over the last five (05) years.
 - . Certifications : Be holder the Project Management Professional (PMP) certification and at least one of the following certifications: CISSP or CISM; Cisco Certified Internetwork Expert Security.
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses.
- The Special Conditions of Contract (SCC) and the Terms of Reference (TOR) initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved"
- Technical score lower than 75/100 marks.

14.2. Main criteria

- Reference / Experience of the tenderer in similar projects.....25 points :
- Qualifications and skills of the key staff members for the mission..... 50 points;
- Methodology, understanding of the mission and work plan20 points;
- Technical, material and logistical resources for the work..... 5 points;

15. Selection method of consultant

The consultant will be selected according to the lowest responsible bidder selection method, in accordance with the procedures described in this tender file.

Additional information may be obtained during working hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Network Security and Information Systems, ancillary building, Room 108, Tel.: 2222 23 29 75 / 242 74 27 67.

to the following numbers: 677 08 39 60 725 / 696 03 53 85/-

- MINMAP;

- ARMP (for publication and archiving);
- CIPM President (for information);
- Billboard (for information);



Mr. Simon D. Jackson
 1000 Broadway, New York